

Service prévention des risques anthropiques
5 rue Hinzelin
CS 50551
POLYGONE - bâtiment A
57009 Metz Cedex
pra.spra.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le lundi 12 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCCRAM - ENGIE RESEAUX

Direction des confluences- Le Technipole I- Bât A
229 rue de la fontaine
94120 Fontenay-Sous-Bois

Références :SPRA-PRA-25-R-681
Code AIOT : 0005701477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement SOCCRAM - ENGIE RESEAUX implanté Impasse de la Chaufferie Val de Murigny 51050 Reims. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite au précédent contrôle réalisé par l'Inspection de l'environnement le 12 mai 2022 sur le suivi en service des équipements sous pression au sein de la chaufferie. Suite à celui-ci, une la société SOCCRAM a été mise en demeure de régulariser la situation des équipements de chaufferie par arrêté préfectoral n°2022-MD-218-IC du 16 décembre 2022.

L'objet de la visite est de s'assurer du respect des échéances susmentionnées.
Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple,
- arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-MD-218-IC du 16 décembre 2022 en application des articles L. 171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement de la société SOCCRAM (ENGIE RESEAUX).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCRAM - ENGIE RESEAUX
- Impasse de la Chaufferie Val de Murigny 51050 Reims
- Code AIOT : 0005701477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SOCCRAM (filiale d'ENGIE ENERGIE SERVICES) exploite une chaufferie constituée de 7 chaudières installées en parallèle pour assurer la production d'eau chaude surchauffée vers le réseau de chaleur de la Croix Rouge de la commune de Reims, pour une puissance thermique de 145,1 MW.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Liste des équipements sous pression	AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende	1 mois
3	Dossier d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende	1 mois
5	Inspection périodique	AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende	1 mois
6	Requalification s périodiques	AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende, Astreinte	1 mois
7	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitant des équipements sous pression	Code de l'environnement du 19/07/2021, article L. 557-2 (partiel)	/	Sans objet
4	Déclaration et contrôle de mise en service	AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Contrôles après intervention	Arrêté Ministériel du 16/12/2022, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection mentionnée en objet a porté, par sondage, sur le respect des échéances réglementaires applicables au suivi en service des équipements sous pression présents au sein de l'unité d'incinération exploitée par la société SOCCRAM, située sur le territoire de la commune de Reims (51100).

Le jour de la visite, aucun document contractuel n'a été fourni permettant d'établir formellement la qualité d'exploitant au sens de l'article L. 557-2 du code de l'environnement, alors même que la société SOCCRAM exerce de facto certaines missions assimilables à celles d'un exploitant.

Afin de clarifier cette situation, l'Inspection de l'environnement a demandé à la société SOCCRAM de vérifier si le contrat de délégation de service public comporte une clause désignant explicitement la société SOCCRAM comme exploitant des équipements sous pression, conformément aux exigences réglementaires. De manière complémentaire, Monsieur le Préfet a sollicité, par courrier en date du 12 septembre 2025, le directeur général des services de la Communauté urbaine du Grand Reims afin d'obtenir ces mêmes éléments. La réponse apportée par cette dernière, en date du 28 octobre 2025, permet de considérer la société SOCCRAM comme l'exploitant des équipements sous pression concernés.

Les vérifications effectuées à l'issue de cette clarification ont permis de constater que les manquements identifiés lors de la précédente inspection persistent. En conséquence, l'arrêté

préfectoral de mise en demeure n° 2022-MD-218-IC du 16 décembre 2022 ne peut, à ce stade, être levé totalement.

Par ailleurs, il est à noter que l'établissement est exploité par une filiale du groupe ENGIE, sans qu'un suivi conforme à la réglementation relative aux équipements sous pression ne soit réalisé pour les tuyauteries de gaz naturel et d'eau surchauffée, alors même que :

- la dernière étude de dangers de l'établissement met en évidence qu'une défaillance liée au vieillissement des tuyauteries de gaz naturel est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité au moins importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 ;
- l'exploitant est mis en demeure à ce sujet depuis 2022 et aucune sanction administrative n'avait été proposée à Monsieur le Préfet au titre du 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement suite à la dernière visite ;
- d'autres établissements de la région Grand Est, exploités par des filiales du groupe ENGIE, ont déjà fait l'objet de mises en demeure, voire de sanctions administratives, pour des manquements relatifs au suivi en service des équipements sous pression.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est proposé à Monsieur le Préfet les suites administratives suivantes :

- au titre du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'édition d'un arrêté préfectoral portant amende administrative pour non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité ;
- au titre du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'édition d'un arrêté préfectoral d'astreinte journalière, applicable à compter de sa notification et jusqu'à satisfaction complète des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure.

Le contexte, les constats effectués ainsi que leur analyse détaillée sont présentés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant des équipements sous pression

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/07/2021, article L. 557-2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant d'un équipement est le propriétaire, sauf convention contraire.
Constats : Lors de la visite, la société SOCCRAM, exploitant de l'installation classée pour la protection de l'environnement, a indiqué ne pas être propriétaire des équipements sous pression présents sur le site, ceux-ci étant utilisés dans le cadre de la délégation de service public conclue avec la Communauté urbaine du Grand Reims qui reste propriétaire des équipements sous pression. Toutefois, le jour de la visite, aucun document contractuel n'a été fourni permettant d'établir formellement la qualité d'exploitant au sens de l'article L. 557-2 du code de l'environnement, alors même que la société SOCCRAM exerce de facto certaines missions assimilables à celles d'un exploitant.

Afin de clarifier cette situation, l'Inspection de l'environnement a demandé à la société SOCCRAM de vérifier si le contrat de délégation de service public comporte une clause désignant explicitement SOCCRAM comme exploitant des équipements sous pression, conformément aux exigences réglementaires. De manière complémentaire, Monsieur le Préfet a sollicité par courrier du 12 septembre 2025 le directeur général des services de la Communauté urbaine du Grand Reims pour obtenir ces mêmes éléments. La réponse apportée par la Communauté urbaine du Grand Reims en date du 28 octobre 2025 permet de considérer la société SOCCRAM comme l'exploitant des équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 1 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2023

Prescription contrôlée :

La société SOCCRAM (ENGIE RÉSEAUX) sise impasse de la Chaufferie - Val de Murigny - 51050 REIMS, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa chaufferie, dans un délai de 1 mois, les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, en établissant la liste des équipements sous pression exploités sur le site [...].

Article connexe :

Article 6 (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :

[...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que la société SOCCRAM a procédé à la mise à jour de sa liste des équipements sous pression, en y intégrant ceux expressément mentionnés dans le rapport établi à l'issue de la précédente inspection du 15 mars 2022. Néanmoins, le personnel de la société SOCCRAM a indiqué ne pas avoir terminé le recensement de l'ensemble de ses tuyauteries.

Par ailleurs, les équipements suivants, identifiés dans le rapport précité, ont été supprimés de la liste ou déclassés, conformément aux déclarations de l'exploitant : récipients n° 226408933, 7840, 7851, 218-1, 406-1B, 406-2A, 406-2B et 408-1.

L'Inspection a procédé, par sondage, à la vérification de la modification de la plaque signalétique

de l'équipement n° 218-1, sur la base d'une photographie présentée par l'exploitant. Cet équipement n'est en effet plus soumis au suivi en service.

A noter que l'Inspection a relevé, au niveau du poste d'alimentation en gaz de l'établissement, la présence d'un récipient contenant du gaz naturel ne figurant pas dans la liste des équipements sous pression. Cette capacité, intégrée à la tuyauterie, doit être considérée comme un accessoire sous pression de celle-ci. Ce réservoir a pour fonction de limiter les variations de pression en amont de l'alimentation des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 1 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2023

Prescription contrôlée :

La société SOCCRAM (ENGIE RÉSEAUX) sise impasse de la Chaufferie - Val de Murigny - 51050 REIMS, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa chaufferie, dans un délai de 1 mois, les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, en établissant [...] [un] dossier d'exploitation pour chaque équipement.

Article connexe :

Article 6 (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.[...]

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :

[...]

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; [...]
Constats : Le service d'inspection a examiné les dossiers relatifs aux récipients n° 8027 (volume 3 000 litres, pression de service 12 bar) et n°8051 (volume 1 000 litres, pression de service 12 bar), aucune observation n'est formulée. En revanche, le service d'inspection a constaté que les équipements suivants ne disposent toujours pas d'un dossier d'exploitation conforme : <ul style="list-style-type: none"> • les tuyauteries de gaz naturel, • les tuyauteries d'eau surchauffée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déclaration et contrôle de mise en service

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2023
Prescription contrôlée : La société SOCCRAM (ENGIE RÉSEAUX) sise impasse de la Chaufferie - Val de Murigny - 51050 REIMS, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa chaufferie, dans un délai de 1 mois, les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, en réalisant la déclaration de mise en service des appareils soumis à cet article, notamment pour les récipients de marque TERRUGGIA n°7851 et n°7840 et les récipients de la marque O.M.B n°8051 et 8027.
Article connexe : Article 7 (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service: 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10000 bar.l ; [...]
Constats : Lors de la précédente visite, il avait été constaté que les équipements suivants n'avaient pas fait l'objet d'un contrôle de mise en service : <ul style="list-style-type: none"> • les récipients de marque TERRUGGIA n°7851 et 7840, • les récipients de marque O.M.B n°8051 et 8027. Le jour de la visite, la société SOCCRAM a déclaré que les équipements de la marque TERRUGGIA ont été supprimés.

Concernant les récipients de la marque O.M.B, l'Inspection a consulté les attestations de conformité relatives aux contrôles de mise en service, réalisés par BUREAU VERITAS le 17 janvier 2023. Aucune observation n'est formulée à ce titre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Inspection périodique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2023
Prescription contrôlée : <p>La société SOCCRAM (ENGIE RÉSEAUX) sise impasse de la Chaufferie - Val de Murigny - 51050 REIMS, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa chaufferie, dans un délai de 1 mois, les prescriptions du titre IV de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, en réalisant les opérations d'inspections périodiques des appareils soumis à cet article, notamment pour les chaudières n°G3, G7 et G8 et les récipients des sous-stations n°106-1, 113-1A et 1B, 406-1B et 2A, 408-1 et 418-1 et 2.</p> <p>Article connexe : Article 15 (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...]</p>

<p>III.- Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'Inspection avait constaté que les équipements suivants présentaient un retard d'inspection périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les chaudières n°G3, G7 et G8 ; • les récipients des sous-stations n°106-1, 113-1A et 1B, 406-B et 2A, 408-1, 418-1 et 418-2. <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a déclaré que l'ensemble des récipients susmentionnés avaient été déclassés par abaissement de leur pression de service. Une vérification de la déclaration de l'exploitant a été réalisée par sondage, à partir de photographies des plaques fournies par celui-ci, pour les récipients n°106-1, 113-1A, 113-1B, 418-1 et 418-2.</p> <p>S'agissant des chaudières, l'Inspection a pris connaissance des comptes rendus d'inspection périodique réalisés par le BUREAU VERITAS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport n°21843214 du 29 novembre 2024 pour la chaudière G3, • rapport n°21843214 du 13 février 2025 pour la chaudière G7, • rapport n°19893487 du 6 septembre 2023 pour la chaudière G8. <p>Aucune observation n'est formulée à ce titre.</p> <p>En revanche, le service d'inspection a constaté que l'ensemble des tuyauteries de l'établissement soumises à suivi en service demeurent en retard d'inspection périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte, Amende</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Requalifications périodiques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2022, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOCCRAM (ENGIE RÉSEAUX) sise impasse de la Chaufferie - Val de Murigny - 51050 REIMS, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa chaufferie, dans un délai de 1 mois, les prescriptions du titre IV de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, en réalisant les opérations de requalification périodique des appareils soumis à cet article, notamment pour le récipient "vase n°1" et les récipients des sous-stations n°408-1, 218-1 et 106bis.</p> <p>Article connexe :</p> <p>Article 15 (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...]</p>

- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;

[...]- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

Constats :

Lors de la précédente visite, l'Inspection de l'environnement avait constaté que plusieurs récipients étaient en retard de requalification périodique : le vase n°1, ainsi que les équipements n°408-1, 218-1 et 106bis.

Lors de la visite actuelle, la société SOCCRAM a indiqué qu'à l'exception du vase n°1, les équipements concernés ne sont plus soumis à inspection périodique. Le récipient n°408-1 aurait été remplacé, tandis que les équipements n°218-1 et 106bis n'auraient jamais été soumis à un suivi en service.

L'Inspection a consulté l'attestation de requalification périodique n°1757429, en date du 30 août 2022, établie par le BUREAU VERITAS et relative au vase n°1. Aucune observation n'est formulée à ce titre.

En revanche, l'Inspection de l'environnement constate qu'aucun contrôle de requalification périodique n'a été réalisé, à ce jour, sur certains équipements soumis à cette obligation, notamment plusieurs tuyauteries d'eau surchauffée de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

[...]

V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.

[...]

Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance

ou à leur maintenance.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'Inspection avait relevé que la société SOCCRAM avait modifié le récipient « vase n°1 » en retirant certains accessoires de sécurité initialement installés, notamment deux des quatre soupapes de sécurité situées sur la phase gazeuse.</p> <p>Lors de la visite actuelle, l'exploitant a indiqué avoir remis en place l'ensemble des accessoires de sécurité. L'Inspection a effectivement pu constater, le jour de la visite, la présence de quatre soupapes de sécurité sur l'équipement.</p> <p>Toutefois, les documents exigés par la réglementation, à savoir l'attestation de conformité de l'intervention, conformément au I de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, ainsi que le compte-rendu de vérification finale, prévue au VI de l'article 29 du même arrêté, n'étaient pas présents dans le dossier de l'équipement au moment de la visite.</p> <p>L'attestation de conformité a été transmise postérieurement par la société SOCCRAM par courriel en date du 31 juillet 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à la société SOCCRAM de transmettre le compte-rendu de vérification final prévu au VI de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif à la réinstallation en 2024 de deux soupapes coté azote de caractéristiques identiques à celles qui avaient été retirées sur le vase n°1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Contrôles après intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/12/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOCCRAM (ENGIE RÉSEAUX) sise impasse de la Chaufferie - Val de Murigny - 51050 REIMS, est mise en demeure de respecter, pour les interventions ayant eu lieu sur l'équipement « vase n°1 », dans un délai de 1 mois, les prescriptions du titre V de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.</p> <p>Article connexe :</p> <p>Article 28 (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Dans le cas où l'intervention est considérée comme notable, l'équipement est soumis à un</p>

contrôle après intervention dont l'objet est de vérifier qu'il satisfait toujours aux exigences essentielles de sécurité mentionnées, selon ses caractéristiques, aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement.

[...]

V. - Le contrôle après intervention est réalisé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté.

Constats :

Lors de la précédente visite, il avait été constaté que le récipient « vase n°1 » avait fait l'objet de deux interventions notables, en 2012 et 2013, pour lesquelles les documents suivants n'avaient pas pu être présentés par l'exploitant :

- la déclaration de conformité relative à l'intervention notable de 2012 ;
- les attestations de contrôle après intervention notable pour les réparations de 2012 et 2013.

Lors de la présente visite, l'Inspection de l'environnement a consulté, par sondage, les documents suivants :

- déclaration de conformité de l'entreprise SMI Lorraine datée du 13 janvier 2012, relative à l'intervention de 2012 ;
- attestation de contrôle après intervention notable du 4 juin 2012, pour l'intervention de 2012 ;
- attestation de contrôle après intervention notable du 6 janvier 2014, pour l'intervention de 2013.

Au vu de ces éléments, le constat formulé lors de la précédente visite peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.

Article connexe :

Article 1 de l'arrêté ministériel du 6 mars 2025 portant retrait du marché et rappel de soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments

La mise à disposition sur le marché de soupapes de sécurité de marque «ATM Instruments» fabriquées depuis le 30 novembre 2013 est interdite.

Constats :

L'exploitant a déclaré que deux équipements sont protégés par un accessoire susmentionné :

- Réservoir d'air PAUCHARD - n° fabricant : 1204301 - année de fabrication 2022 - 3000 L - 11 bar ;
- Réservoir d'air PAUCHARD - n° fabricant : 1204303 - année de fabrication 2022 - 3000 L - 11

bar.

La société SOCCRAM a déclaré par courriels sur 11 et 21 juillet 2025 avoir mis à l'arrêt les équipements susmentionnés avant de remplacer les soupapes concernées.

Type de suites proposées : Sans suite